Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière - N° 23 | Juillet-Août 2012

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | (33) 06 17 56 01 74

Contre les licenciements, la misère et l'austérité
Solidarité internationale de tous les ouvriers !

Depuis plus d'un mois, les mineurs espagnols sont en lutte contre un plan d'austérité du gouvernement qui, en supprimant les subventions aux mines de charbon, conduirait à la suppression d'au moins 8.000 emplois directs et 30.000 emplois indirects dans une région d'Europe déjà particulièrement frappée par le chômage, la précarité et la crise du système capitaliste. Par la grève, les marches et manifestations, le blocage de routes et d'autoroute, l'affrontement avec les forces répressives de l'Etat espagnol, les mineurs, leurs familles et la population des bassins miniers résistent de toute leurs forces pour préserver leurs emplois.

Si, ici ou là, des commentateurs parlent de la « violence » de la lutte des mineurs lorsqu'ils résistent aux forces de répression, et en particulier à la Garde Civile, la véritable violence, celle qui en Espagne comme partout dans le monde, brise les vies de millions et de millions de prolétaires et de familles des classes populaires, c'est celle du système capitaliste. C'est la violence de l'exploitation quotidienne que nous subissons, et lorsque des actionnaires, des patrons ou des politiciens à leur service nous jugent « plus assez rentables », la violence des fermetures de nos lieux de travail, la violence des licenciements, la violence du chômage et de la misère.



Manifestation des mineurs à Madrid

Des mineurs d'Espagne aux ouvriers de PSA d'Aulnay-sous-Bois, de Sealinx ou d'ArcelorMittal en France, des travailleurs d'Opel Bochum en Allemagne aux employés de Merck Serono à Genève, c'est une seule et même lutte à travers le continent européen et au-delà du monde, c'est la lutte pour défendre nos emplois et donc notre gagne-pain, la lutte pour s'opposer à cette dictature bourgeoise qui permet à une poignée d'actionnaires de réduire des régions entières au chômage et à la misère, la lutte contre cette logique capitaliste pourrie qui fait que l'on crève dans les ateliers, les bureaux et les chantiers de la surcharge de travail tandis que des camarades crèvent du chômage.

Le combat des mineurs d'Espagne, c'est aussi la lutte que mène la classe ouvrière et la population, aux quatre coins d'Europe, et aussi du monde, contre les politiques d'austérité, contre la volonté des gouvernements et du patronat de nous faire payer à nous, travailleuses et travailleurs, la crise et les dettes de la petite minorité capitaliste.

Alors oui, au-delà de notre solidarité totale avec les mineurs espagnols, que cette lutte nous serve aussi d'exemple pour que partout explose la colère ouvrière, pour que partout nous faisions comprendre aux capitalistes que nous en avons assez de payer la crise de leur système économique ! Face à la faillite du capitalisme et à la violence de la misère et de l'exploitation, il est temps de balayer le pouvoir de la bourgeoisie, et qu'enfin ce soit nous, nous les travailleuses et les travailleurs, nous qui produisons toutes les richesses et assurons tous les services, qui prenions en main la direction de la production et de la société. Il est temps, oui, que les formidables avancées technologiques, culturelles et scientifiques permettent à chaque humain de disposer d'une vie digne du 21ème siècle !

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

SMIC : Coup de pouce ou bras d'honneur ?

Durant toute la campagne électorale, Hollande l'avait promis, il y aurait un coup de pouce sur le SMIC. C'est maintenant officiel, le mardi 26 juin, Michel Sapin a annoncé une hausse de 2% du SMIC au 1er juillet. Le Smic devant, selon le code du travail, être réévalué selon l'inflation, il devait au minimum être augmenté de 1,4 % en juillet. Finalement, le coup de pouce tant attendu n'est que de 0,6%, autant dire des clopinettes. Le même jour, on apprenait que le gel du prix du gaz devrait être annulé et une hausse de 5% minimum est déjà prévue par GDF Suez pour juillet !

Un coup de pouce au SMIC qui ressemble plus à un bras d'honneur aux ouvriers et employés qu'autre chose, des salaires qui stagnent pour toutes celles et tous ceux qui sont à peine au-dessus du salaire minimum, et de l'autre les prix des produits de premières nécessités, comme les loyers, le gaz, ou la nourriture, qui ne cessent d'augmenter !

Que ce soit chez Valeo, dans le commerce comme aux Galeries Lafayettes ou chez Eurodif, dans les transports urbains de nombreuses villes et dans bien d'autres entreprises, c'est le même cri de colère chez les travailleuses et les travailleurs : tout augmente, sauf nos salaires, y'en a assez ! Partout, ce sont de véritables hausses de salaires dont nous avons besoin, d'un SMIC à 1700 euros et de 300 euros d'augmentation par mois, pour combler la hausse des prix et la dégradation continue de notre pouvoir d'achat ces dernières années. Ce qui est nécessaire aussi, c'est de remettre en place l'échelle mobile des salaires pour les travailleuses et les travailleurs ne soient pas lésés à chaque hausse des prix.

Mais pour la satisfaction de nos revendications, on ne peut compter ni sur les élections ni sur les politiciens. Les hausses de salaires dont nous avons besoin, il faudra les arracher aux patrons. Et ce n'est que par la lutte, par la grève, par la mobilisation de la classe ouvrière, que nous pourrons arracher ce qui est notre dû : une vie décente !

Mobilisation des ouvriers de PSA contre les fermetures d'usines et la casse de l'emploi

Jeudi 28 juin, à l'occasion du CCE qui se tenait à Paris, 1.500 travailleuses et travailleurs de PSA et des usines sous-traitantes se sont rassemblés devant le siège social du groupe avenue de la Grande Armée. A l'initiative tout d'abord des sections syndicales de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (93) face à la menace de fermeture de l'usine, des ouvriers de l'ensemble des sites de PSA, comme ceux de Sochaux, Mulhouse, Vesoul, Caen, Sevelnord, Poissy, Saint-Ouen, Sept-Fons, Rennes, Tremery, etc., ont répondu à l'appel ainsi que des travailleurs de la sous-traitance, une délégation de l'usine Renault de Cléon, des travailleurs licenciés de Continental Clairoix (dont Xavier Mathieu) et même des usines PSA de Madrid et d'Opel Bochum. Depuis le début de la lutte pour le maintien du site et des emplois à Aulnay-sous-Bois, c'est la plus forte mobilisation un jour de semaine. A l'usine d'Aulnay-sous-Bois, la mobilisation a été très forte : 800 ouvriers de l'usine étaient présents au rassemblement, dont 600 de l'équipe du matin en grève à cette occasion. Ainsi, ce jeudi matin, l'usine d'Aulnay était à l'arrêt et la production bloquée par la grève.

A partir de 11 heures, les premières prises de parole ont eu lieu devant le siège de l'usine : interventions au nom des syndicats de l'usine PSA d'Aulnay, de la CGT de PSA, de Sevelnord et des travailleurs de General Motors Strasbourg. Sortant de la réunion du CCE, Bruno Lemerle (Délégué Central CGT et ouvrier à Sochaux) puis Jean-Pierre Mercier (Délégué adjoint CGT et ouvrier à Aulnay) sont intervenus pour annoncer que la direction prévoyait un nouveau CCE à la fin du mois de juillet, peu avant les départs en congés, CCE où l'on craint que Varlin annonce des fermetures d'usines. Tous les intervenants mettaient en avant les profits colossaux de la famille Peugeot et des actionnaires, les milliards de fonds publics que PSA a touché en s'engageant à maintenir l'emploi, mais surtout que toutes les richesses accumulées par Peugeot et les actionnaires sont le fruit du travail des ouvriers et autres salariés, que la crise, c'est celle des grands groupes capitalistes dont PSA et de leur système économique, et que ce n'est pas aux ouvriers de payer. Le camarade de Sevelnord a dénoncé l'odieux chantage à l'emploi (gel des salaires pendant des années et flexibilité accrue en échange d'une vague promesse de maintenir le site) exercée par la direction de Peugeot. Le camarade de General Motors Strasbourg a rappelé le combat commun de tous les travailleurs contre les licenciements. Chaque intervention était ponctuée de slogans scandés par les ouvriers comme « Tous ensemble ! » et « La grève c'est la force des travailleurs ! ».

Des camarades de PSA Madrid et d'Opel Bochum sont également venus à la tribune pour rappeler que la lutte des travailleurs ne connaît pas de frontière. De fraternelles salutations ont été rapportées au nom du syndicat CGT de l'usine de Madrid, un des sites menacés de fermeture, le camarade mettant en avant l'unité de la classe ouvrière et dénonçant la direction qui ne respecte « même pas les droits humains fondamentaux des travailleurs » pour accroître les profits. Au nom du syndicat IG Metall de l'usine Opel de Bochum, les camarades d'Allemagne ont mis en avant la nécessité de répondre à l'alliance entre General Motors / Opel et PSA par une unité des ouvriers de tous les sites pour la défense de chaque site et de chaque emploi et la réduction du temps de travail pour permettre à toutes et tous de vivre.

Vers midi, à la fin des interventions, vu notre nombre, nous sommes partis en manifestation spontanée sur l'Avenue de la Grande Armée en direction des Champs Elysées en scandant des slogans contre les fermetures d'usines et « De l'argent il y'en a dans les caisses de PSA ». Très rapidement, avant même d'atteindre l'Arc de Triomphe, les nombreux CRS présents sont venus barrer la route à la manifestation ouvrière. Voilà bien la réalité du monde capitaliste et de l'Etat bourgeois, qu'il soit géré par la droite ou la gauche : quand les grands capitalistes comme Peugeot touchent des milliards de fonds publics et menacent de jeter des milliers d'ouvriers à la rue, les représentants de l'appareil d'Etat ne font pas la moindre menace pour contraindre les patrons à maintenir les emplois ; mais quand des ouvriers veulent manifester leur colère et revendiquer leur droit de vivre, là, l'Etat apparaît immédiatement sous la forme d'un « groupe de gars armés ».

La réussite de la mobilisation du 28 juin n'est qu'une étape. La lutte continue dès l'après-midi ou le lendemain dans les ateliers de tous les sites pour le maintient de tous les emplois, contre la chasse aux travailleurs malades lancée par les directions à Poissy, Mulhouse et ailleurs, pour la répartition du travail entre tous les sites et l'embauche des intérimaires. Avec 600 grévistes, les ouvriers d'Aulnay ont bloqué la production le matin du 28 juin : quelle force aurait les dizaines de milliers de travailleurs de tout le groupe ! C'est à chaque travailleuse et travailleur que revient la tâche de convaincre collègues et camarades de la puissance de notre force collective. La classe ouvrière, justement parce qu'elle est la classe qui produit toutes les richesses, dispose d'une force capable de renverser des montagnes, d'imposer ses revendications aux patrons et aux gouvernements à leur service, et même de mettre fin au système et à l'exploitation capitalistes.

■ **Correspondant ICO**

Vive la solidarité ouvrière internationale !

La veille de la manifestation des travailleurs de PSA à Paris, les travailleurs de l'usine General Motors de Sao Jose dos Campos (Brésil) ont débrayé deux heures contre les suppressions d'emploi. Lors d'une assemblée générale, les ouvriers ont voté une motion de solidarité avec les travailleurs de General Motors / Opel et de PSA en Europe. Et le 28, alors que nous manifestions à Paris, avec des délégations de travailleurs de l'usine PSA de Madrid et d'Opel Bochum, une fête de la solidarité était organisée devant la porte 4 de l'usine Opel de Bochum en Allemagne pour protester contre le projet de fermer l'usine. En plus de délégations de nombreuses entreprises allemandes, les travailleurs d'Opel Bochum ont reçu la visite de délégations d'ouvriers de l'usine General Motors de Saragosse (Espagne) et de PSA Mulhouse (France). Et toujours dans le cadre de l'unité des travailleurs de General Motors et de PSA face à l'alliance des capitalistes, des travailleurs des sites PSA de Mulhouse et d'Aulnay sont venus manifester à Strasbourg le samedi 30 juin aux côtés des ouvriers de General Motors en lutte contre les licenciements.

Rallonge très minimale dans les écoles après les élections

C'était annoncé par l'équipe du candidat Hollande, un millier de postes d'enseignants des écoles sont créés pour la rentrée. Concrètement, cela représente fort peu: dans l'Académie de Caen, ce sont 20 postes 1er degré alors que 179 ont été supprimés cette année (388 suppressions en comptant tous les postes Education nationale), rien face à l'hécatombe chez les profs de l'enseignement professionnels; ou dans celle de Besançon 10 postes pour 154 suppressions. L'absence de résultats aux mobilisations carte scolaire du début d'année, avaient conduit certains à espérer une "solution électorale" comme dernier recours pour nombre de situations très tendues sur le terrain: ce ne sera pas le cas.

■ **Stéphane Julien**

Solidarité avec les antifascistes arrêtés à Hénin-Beaumont

Hénin-Beaumont occupe une place particulière dans le combat contre l'extrême-droite : c'est le laboratoire où le Front National expérimente ses méthodes d'implantation dans la classe ouvrière, au cœur du pays minier, par un travail de terrain réel et efficace. Au second tour des élections législatives, Marine Le Pen enregistre jusqu'à 60% des voix dans certains bureaux de vote, même si ce chiffre doit être tempérée par une abstention supérieure à 50%.

Dans ce contexte, mettre en place la riposte est un travail long, difficile, mais nécessaire. L'appel à manifester le 17 juin au soir devant l'hôtel de ville correspondait à cette nécessité de regrouper les antifascistes, quelque soit d'ailleurs le résultat de l'élection : l'ancrage en profondeur du FN est une menace plus grande que l'élection de sa dirigeante.

En se rendant à ce rassemblement, six personnes ont été arrêtées, dont un camarade de l'Initiative communiste-ouvrière. L'interpellation a eu lieu avant même qu'ils soient arrivés sur place et avant qu'il ne commence. Pas moins de six voitures de police ont servi à l'opération, qui ressemble fort à un guet-apens pour les militants antifascistes.

Ils ont été placés en garde à vue pour 24 heures, sous prétexte que certains étaient porteurs de bombes lacrymogènes ou d'armes blanches pour assurer leur défense en cas d'agression fasciste - comme celle commise le 7 juin par une vingtaine de nervis du FN contre cinq jeunes qui arrachaient les affiches de Marine Le Pen - et ce n'est que l'un des nombreuses agression commises ces dernières semaines par l'extrême-droite contre des militants ou des locaux de gauche.

Dès l'arrestation, des communiqués de soutien de l'Action contre le fascisme, de la Fédération Anarchiste de Béthune et de l'Initiative communiste-ouvrière ont permis de diffuser l'information. Les flics ont retenu le motif de « détention d'armes et de participation à un groupe armé ». A l'issue de la garde à vue, des poursuites sont engagées contre deux antifascistes, dont un mineur, pour « détention d'arme de 6e catégorie ». L'un d'entre eux sera également jugé pour refus de prélèvement ADN.

L'Initiative communiste-ouvrière est entièrement solidaire des inculpés et réaffirme le droit de se défendre contre les agressions fascistes.

■ **Initiative Communise-Ouvrière, 25 juin 2012**

Les législatives donnent la majorité à la dédiabolisation des idées fascisantes

De tous les résultats de ces législatives, le plus inquiétant est celui du Front National. Même si le système électoral français, majoritaire à deux tours, n'a pas permis au parti du millionnaire Le Pen de rafler la mise et confirmer les 18% de Marine Le Pen à la présidentielle, le FN a quand même eu deux députés. Deux de trop.

Même si les électeurs ont majoritairement boudé ces élections avec 44% d'abstentions et 4% de blancs ou nuls, avec ses 13%, le parti de l'extrême droite, clairement racistes, antisémite, xénophobe et anti-ouvrier, a confirmé sa place de la 3ème force politique en France.

Au delà des résultats, deux constats sont à faire.

D'abord, l'extrême droite qui a toujours eu du mal à mobiliser, à part lors des présidentielles, fait mentir les sondages depuis plusieurs années et confirme que le vote FN est de plus en plus un vote d'adhésion aux idées véhiculées par ce parti, même si certains aimeraient le présenter tout simplement comme un vote contestataire.
Cela a été bien senti par l'ancien ministre social-démocrate Jean Luc Mélenchon qui a été largement battu, au premier tour, par Marine Le Pen à Hennin Beaumont, malgré sa médiatisation certaine.

Ensuite, et cela explique la faculté grandissante du FN à mobiliser toujours davantage, la classe dominante bourgeoise, la scène politique et les médias ont complètement dédiabolisé les idées racistes, antisémites et xénophobe légèrement cachées derrière le maquillage de Marine Le Pen. Non seulement, nous avons assisté à un processus de dédiabolisation de l'extrême droite, mais certains politiques sont allés jusqu'à faire des clins d'œil à l'électorat de ce parti fascisant. Ce qui était jusque là proscrit en nom du fameux pacte « républicain », ne l'est plus. Et, malheureusement, force est de constater, en analysant bien certaines déclarations de Ségolène Royal ou Manuel Vals et le silence de François Hollande juste après le premier tour des présidentielles, que ces dérapages ne sont plus strictement réservés à l'aile droite de l'UMP.

Néanmoins, l'UMP représente bien ces politicards en course derrière l'électorat de l'extrême droite, basant même son programme et sa stratégie sur « la droitisation » de la droite et incluant même certaines lignes de l'extrême droite. A coté des clips vidéos franchement ignobles et révoltant désignant les étrangers, les chômeurs, les travailleurs, les précaires etc. comme la source de tous les maux en France… au delà de la stratégie « ni-ni » en cas des triangulaires rompant une fois pour toutes le pacte républicain… certains hauts responsables de l'UMP, anciens ministres, ont ouvertement appelé les sympathisants du FN de les rejoindre. Nadine Morano est allé jusqu'à dire que l'extrême droite et la droite républicaine partagent « les mêmes valeurs » reconnaissant même un certain talent à Marine Le Pen.

Finalement, toute mobilisation contre le FN est sévèrement punie. A l'image de nos six camarades, dont un camarade d'ICO, qui ont été interpellés et placés en garde à vue, pendant qu'ils se rendaient à un rassemblement anti-fasciste à Hennin Beaumont.

La riposte au succès grandissant des idées fascisantes ne peut venir que d'en bas. Avec un travail militant de tous les jours dans nos quartiers et une alternative profondément socialiste, antifasciste et internationaliste. Les camarades de l'Initiative communiste-ouvrière sont disponibles pour toutes les informations concernant la lutte anti-fasciste pour celles et ceux qui souhaitent s'activer dans ce combat de tous les jours qui nous concerne tous.

■ **Aleksa Gvozden**

Pour soutenir l'Initiative Communiste-Ouvrière, vous pouvez faire un virement sur le compte « Un monde meilleur », Crédit Mutuel Nord Europe, Coordonnée Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57 ou par chèques adressés à « Un monde meilleur », c/o Nicolas Dessaux, 35 rue de la Clef, 59800 Lille
Pour recevoir régulièrement notre bulletin en PDF, écrivez nous à : contact@communisme-ouvrier.info

Que représente vraiment l'assemblée nationale ?

En moyenne, sous la 5e république, l'assemblée nationale compte 3% d'ouvriers, alors que 28% des actifs sont ouvriers. Elle compte 4,5% d'employés, contre 29% dans la société française. Par contre, plus de 80% des députés sont cadres, des professions libérales ou des ingénieurs, contre moins de 17% des actifs.

Les chiffres précis concernant les nouveaux députés n'ont pas encore été publiés, mais on connait ceux des candidats du PS et de l'UMP. Au PS, les cadres supérieurs du public et du privé sont les plus nombreux, alors que ce sont les patrons, les permanents de partis politiques et les professions libérales sont majoritaires parmi les candidats de l'UMP. Les statistiques du ministère de l'intérieur signalent une poignée d'employés et aucun ouvrier...

Ce simple constat donne une idée de ce qu'est réellement l'assemblée nationale, de ce qu'elle représente réellement : les couches les plus aisées de la population, les bénéficiaires directs ou indirects du capitalisme, les gestionnaires de l'état capitaliste. Les élections, malgré le discours démocratique, reproduisent les inégalités sociales.

Il en va de même pour la représentation des personnes « d'origine immigrée », 15 députés en tout, soit 1,4% contre un chiffre estimé à 10% de la population vivant en France - ce qui reflète en réalité une autre inégalité sociale, celle d'une immigration massivement ouvrière.

Enfin, si le nombre de femmes à l'assemblée a doublé, on est encore loin de la parité prévue par la loi ; certains partis, notamment l'UMP, préfèrent payer de lourdes pénalités que d'admettre le quota prévu de candidates, sous prétexte de favoriser la réélection de ses députés sortants.

Quand on examine de près le système électoral, on comprend mieux comment, malgré ses prétentions démocratiques, il reproduit toutes les inégalités sociales. L'absence de proportionnelle, le fonctionnement des partis politiques, le système de financement, sont organisés de manière à conserver des places pour la classe politique et sa nombreuse clientèle, pas pour représenter de manière fidèle la population.

Inutile de s'étonner que la classe ouvrière manifeste par son abstention massive son mépris pour cette assemblée dont elle est exclue. Cette démocratie de façade n'est que le reflet de la dictature dans l'entreprise, là où les salariés n'ont pas le droit d'élire leurs « dirigeants », le droit de prendre en main leur destin sans risquer d'être privés de leurs moyens d'existence : la dictature patronale.

■ **Nicolas Dessaux**

Liberté pour les militants ouvriers en Iran !

Le vendredi 15 juin, lors d'un raid contre un domicile à Karaj, non loin de la capitale Téhéran, les forces de sécurité du régime ont arrêté plus de 60 militants ouvriers. Neuf d'entre eux sont toujours en détention ; il s'agit de : Faramarz Homayouni, Saeed Marzban, Jalil Mohammadi, Alireza Asgari, Cyrus Fathi, Maziar Mehrpour, Masood Salimpour, Reihaneh Ansari et Mitra Homayouni.

Ils rejoignent d'autres militants ouvriers qui sont toujours en détention :

Ali Akhavaran : militant ouvrier à Téhéran. Ali a été arrêté le 28 janvier 2012

Shahrokh Zamani : Membre du Comité de Suivi pour Former des Organisations Ouvrières Libres en Iran. Il a été arrêté en janvier 2012 et condamné à 11 ans de prison pour son activité syndicale.

Mohammad Jarahi : Membre du Comité de Suivi pour Former des Organisations Ouvrières Libres en Iran. Mohammad a été arrêté en janvier 2012 et condamné à 5 ans de prison pour son activité syndicale.

Reza Shahabi : Membre du Bureau Exécutif du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue. Il a été arrêté en juin 2010 et condamné à 6 ans de prison pour son activité syndicale.

Ali Nejati : Dirigeant du Syndicat des Ouvriers de la Canne à Sucre de Haft Tapeh, arrêté en novembre 2011, il purge une peine de prison d'un an pour son activité syndicale.

Behnam Ebrahimzadeh : Militant ouvrier et défenseur des droits humains, membre du Comité de Suivi pour la Formation d'Organisations Ouvrières Libres en Iran. Il a été arrêté en juin 2010 et condamné à cinq ans de prison pour son activité syndicale.

Mohamad Ali Mohamadi : Membre du Syndicat Libre des Ouvriers Iraniens. Il a été arrêté le 14 février 2012 et est détenu à la prison de Sanandaj.

Rasoul Bodaghi : Membre de l'Association Syndicale des Enseignants. Il purge une peine de six ans de prison pour son activité syndicale.

Abdolreza Ghanbari : 44 ans, professeur de littérature perse et résident de la banlieue pauvre de Pakdasht,à côté de Varamin. Il a été arrêté lors des manifestations anti-gouvernementales de masse le 27 décembre 2009. Il a été condamné à mort.

■ **Free Them Now!**

Campagne pour la Libération des Travailleurs Emprisonnés en Iran

Pour tout contact :
Shahla_daneshfar@yahoo.com
Bahram.Soroush@gmail.com

Action de solidarité avec les travailleurs iraniens à l'occasion de la conférence de l'OIT

Pour la septième année consécutive, des militants du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran ont profité de la conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à Genève pour dénoncer la présence de la République Islamique d'Iran, régime qui emprisonne, torture et même assassine les militants ouvriers et syndicalistes.

Si les mesures de sécurité n'ont pas permis cette année d'intervenir lors de la session d'ouverture de la conférence, des militants du PCOI ont protesté au sein des locaux de La conférence le 5 juin. Des militants ont brandi une banderole rouge avec le slogan "*Iran out of ILO*" (Iran hors de l'OIT) devant la cafétéria de l'OIT où se trouvaient plusieurs délégués dont ceux du régime islamique. D'autres camarades ont alors brandi des portraits de militants ouvriers emprisonnés en lançant des slogans hostiles au régime islamique en anglais, allemand et farsi, et ce jusqu'à ce que la sécurité les mette dehors. Peu après, dans la salle de conférence, le drapeau de la République Islamique d'Iran a été décroché.

Le lendemain, à l'appel des syndicats français CGT, CFDT, SUD, FSU et UNSA, un rassemblement en solidarité avec les travailleurs d'Iran était organisé devant le Palais des Nations. En plus de ces organisations, des militants syndicalistes d'Algérie, d'Egypte, du Sénégal et de Suisse sont intervenus pour dénoncer la répression du régime islamique.

Solidarité Ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière : http://communismeouvrier.wordpress.com/